



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

**CDEN  
28/11/2019**

Mesdames et Messieurs les représentant-es au Conseil Départemental de l'Education Nationale,

*« Nous nous réunissons dans un moment de tensions sociales et politiques qui ne nous surprend pas tant nous alertons depuis des années sur les risques que fait peser sur notre pays la succession de gouvernements mal élus qui imposent la même thérapie de choc thatchérienne en dépit de l'opposition populaire. »*

Telle était la première phrase de notre déclaration de l'an dernier alors que débutaient les manifestations des GJ.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Contre-réformes des lycées et du Bac, Loi Blanquer dans l'éducation, casse des commissions paritaires dans la FP, casse de l'allocation chômage, privatisations de la FDJ et d'ADP, asphyxie de l'hôpital public, montée en puissance de la précarité et des inégalités, ... On ne peut pas dire que le gouvernement ait retenu la leçon du mouvement des GJ qui a fait si peur dans les beaux quartiers. Il a même choisi la confrontation avec une doctrine ultra-violente de maintien de l'ordre débouchant sur des centaines de blessé.es dans les manifestations, dont certain.es très gravement, sur des arrestations, des garde-à-vue préventives, des condamnations à la hussarde et en comparution immédiate de nombreux.ses citoyen.nes y compris pacifiques. Quand le pays des droits de l'homme se permet de donner des leçons de modération à la Chine concernant Hong-Kong, que penser de la répression du gouvernement chilien contre son peuple et qui se réclame de l'exemple donné par la France de Macron en ce domaine ?

Le gouvernement prépare et se prépare à des confrontations sociales encore plus graves. Et qui pourraient arriver très vite tant le projet de contre-réforme des retraites suscite la préparation d'une mobilisation de grande ampleur dès le 5 décembre.

En effet, Éducation Nationale et Fonction Publique, Hôpital Public, SNCF, RATP, EDF, Air France, avocats, magistrats, policiers, salariés du privé (chimie, métallurgie, bâtiment...), transport routier, ambulanciers, déménageurs, taxis, cadres (Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC), étudiant.es, Gilets Jaunes... : la liste des appels à la journée de grève du 5

décembre contre la casse des retraites pour le retrait du projet Macron-Delevoye et pour l'amélioration du système par répartition n'en finit pas de s'allonger .

L'inquiétude monte du côté des gouvernant.es qui diffusent leurs « éléments de langage » cherchant à diviser le front commun qui se constitue en accusant les futur.es grévistes de défendre seulement les régimes spéciaux et les inégalités. Savoureux argument de la part d'un gouvernement qui multiplie les cadeaux aux plus riches et dont le projet de contre-réforme des retraites menace l'ensemble de la population : avec la volonté d'un « système universel par points » visant la baisse des pensions, l'allongement de la durée pour prétendre à une pension « complète » et la réduction des pensions versées en fonction des évolutions de la croissance économique, cette réforme entraînerait une dégradation pour l'ensemble des travailleur.ses, public comme privé. Les femmes seraient en outre particulièrement touchées par une contre-réforme pénalisant leurs carrières plus précaires, plus fractionnées et leurs salaires plus bas. Enfin, le caractère anxiogène de la propagande gouvernementale ouvre la voie à la capitalisation alors qu'il convient de le redire : notre pays a largement les moyens de financer un système par répartition amélioré pour toutes et tous.

La convergence générale en train de s'opérer est également l'expression d'une juste colère contre la promotion éhontée de l'individualisme, du chacun pour soi et de la régression sans fin des conditions de vie et du vivre ensemble porté par ce pouvoir.

D'ici le 5 décembre, la FSU 81 au sein de l'intersyndicale départementale (avec la CGT, FO et solidaires), appelle les collègues à se réunir sur le terrain pour mobiliser le plus grand nombre, pour s'organiser et construire l'unité avec les autres salarié.s, et pour discuter d'ores et déjà des modalités pour poursuivre et amplifier le mouvement de grève dans les jours qui suivent.

### **1<sup>er</sup> Degré :**

Dans les écoles, nous sommes très près de l'implosion... Pour preuve, les premières remontées que nous avons qui annoncent déjà plus du tiers des écoles fermées jeudi 5 décembre et environ 80 % de grévistes. Le ras-le-bol est là, il va se faire entendre.

La souffrance au travail est maintenant généralisée : suicides, démissions, burn-out, multiplication des congés de longue maladie.

Le métier n'est plus attractif : postes non pourvus aux concours dans certaines académies, baisse générale du nombre d'inscrit.es aux concours, démissions dans les premières années de la carrière, parfois même dès l'année de stagiaire, salaires médiocres (bien en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE, moins qu'en Espagne et au Portugal et au même niveau qu'au Mexique ou en Colombie)

Les conditions d'exercices ne cessent de se dégrader : classes surchargées, manque important de remplaçants, formations (déjà presque inexistante) suspendues par

manque de moyens humains, surcharge de travail, RASED décimé et donc empêché de remplir leur mission d'aide aux élèves en difficulté, mise à l'écart des organisations syndicales concernant la mobilité et la carrière des personnels, injonctions infantilisantes et mépris de nos supérieur.es hiérarchiques.

Et les dernières annonces de notre Ministre pour répondre à toutes ces problématiques urgentes sont à côté de la plaque et rajoutent de l'huile sur le feu...

Pour nos collègues AESH aussi, la situation continue de se dégrader. A une situation salariale déjà très précaire (1200€ pour un temps plein, qui est voué à disparaître, et 950€ maximum pour la plupart d'entre elles et eux), on rajoute de l'instabilité et de la précarité au travail. En effet, avec la mise en place des PIAL, présentées comme une amélioration formidable, les AESH se voient « mutualisé.es ». Autrement dit, comment notifier un nombre plus important d'enfants avec le même nombre de personnels pour faire gonfler ses statistiques Excel.

Mais pas d'inquiétudes chers parents d'élèves délégué.es, cher.es élu.es, tout va très bien dans le meilleur des mondes... C'est le bilan que va dresser Monsieur le directeur académique dans la présentation de son bilan de rentrée !

## **2nd Degré :**

En collège, les années passent et les problèmes s'amplifient. Effectifs chargés (29 en 3ème au collège de Graulhet pourtant classé REP mais c'est dans beaucoup d'établissements que les effectifs sont pléthoriques), élèves avec dossier SEGPA complets mais placés en collège faute de place dans des SEGPA déjà pleines, mise en place des PIAL avec d'une part une diminution du nombre d'heures d'accompagnement pour les élèves et d'autre part des personnels AESH ayant à suivre plusieurs élèves sur la semaine avec au final une inclusion mise à mal par les conditions concrètes de sa mise en œuvre.

Nous voulons souligner également, et ceci est aussi vrai dans les lycées, la problématique des postes non pourvus et la difficulté à les pourvoir qui recouvre la problématique du recrutement des enseignants, difficile à assurer ce qui est étrange alors que les médias passent leur temps à traiter les enseignants de privilégiés. Des privilégiés qui en début de carrière peuvent prétendre à la prime d'activité, dispositif réservé aux travailleurs à revenu modeste...

A plusieurs reprises, le ministre s'est félicité d'une rentrée normale, occultant la contestation toujours aussi vive. Le même mépris, qui a été l'année dernière la seule réponse à nos revendications. Non, c'est pour nous, professeurs de lycée, une des pires rentrées. La mise en place des réformes du lycée et du bac révèle une impréparation organisationnelle qui complique à l'extrême le travail des personnels, et met aussi en évidence les nombreux effets néfastes sur le Lycée.

Par exemple, l'explosion du groupe classe (réponse gestionnaire à la complexité des emplois du temps), casse les dynamiques, réduit à néant la possibilité pour les élèves de travailler ensemble pour progresser, et désoriente les élèves. Le suivi personnalisé devient quasiment impossible. Les premières victimes sont les plus défavorisés, les plus fragiles. Quant aux spécialités « choisies en toute liberté et par goût », quel manque de réalisme ! Les lycéen-ne-s se sont évidemment positionné-e-s par rapport à un cursus envisagé ou pour éviter de se fermer trop de portes, alors que les règles de sélection ne sont pas connues. Ils doivent se contenter de cette seule ritournelle : le supérieur s'adaptera. Avec ce choix trop précoce et en aveugle, aucune garantie sur la suite de leur parcours. Et, pour celles et ceux, nombreux, dont le projet évolue ? Comment vont-ils pouvoir rebondir ? Commencer une autre spécialité en Terminale sans avoir suivi les cours de Première n'est absolument pas crédible pédagogiquement. Quelle situation stressante pour les élèves !

La question des programmes est cruciale aussi. Quelle précipitation de les changer en Seconde et en Première la même année ! Sous prétexte d'élever le niveau du bac, ils sont devenus trop lourds, trop denses. Nous devons enchaîner les notions sans marge de temps pour les approfondir, d'autant que les épreuves du bac de contrôle continu vont prendre beaucoup de temps à préparer et à organiser réduisant de ce fait le temps consacré aux programmes.

Évidemment, les élèves plus faibles vont souffrir, se décourager et se retrouver en échec. Tandis que les meilleurs, ou ceux qui sont épaulés à l'extérieur, s'en sortiront en bachotant. Les inégalités sociales vont se creuser encore davantage.

La mise en place des épreuves du contrôle continu montre aussi à quel point cette réforme a été mal préparée et précipitée. Les informations arrivent au compte-goutte. La banque de sujets n'est pas prête. Sera-t-elle publique ou non ? Les professeurs n'y auront accès que quelques semaines avant la date des examens. Nous ne pouvons pas préparer correctement nos élèves sur la base d'un seul sujet zéro par matière. Quel manque de considération pour notre travail ! Aucune information solide non plus sur le grand oral . A quoi doivent s'attendre les élèves ? Mystère. Par ailleurs, l'organisation des épreuves ne peut garantir l'équité entre les candidats puisque les règles de passation des épreuves sont données sous forme de recommandations et non pas sous forme de textes. Les établissements ont la liberté de les interpréter à leur manière. Nous sommes très inquiets de la fraude inévitable dans des salles de classe à 36 élèves, peu adaptées pour faire passer des examens avec un seul surveillant. La correction des copies dans chaque établissement c'est ouvrir une porte aux ajustements locaux sur la notation. Le bac perdra ses garanties d'équité et son caractère national. Pour finir, la correction des copies dans un délai aussi bref et sans décharge de cours nous épuisera encore davantage. Et alors que nous sommes parmi les enseignant-e-s les plus mal payé-e-s en Europe, aucune indemnité n'est prévue pour ce travail, contrairement à l'ancien bac.

Pour conclure, cette réforme des lycée et du baccalauréat est profondément néfaste pour les élèves d'abord, pour les parents désorientés par les choix importants qu'ils

doivent faire, et pour les enseignants confrontés à des programmes qu'ils ne pourront mettre en application. Quant au bac soit disant simplifié, il se compose maintenant d'une vingtaine de mini-bacs se répartissant sur les deux années, d'une partie de contrôle continu et de coefficients incompréhensibles

Nous refusons d'être les complices serviles d'une entreprise de démolition du Lycée général et professionnel, réduisant toute une génération de lycéen-ne-s à de simples cobayes.

### **Enseignement professionnel :**

Les résultats de l'enquête menée par une large intersyndicale CGT, CNT, SNCL-FAEN, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SUD Éducation, SNALC et le collectif « touche pas à mon LP » confirment que la réforme Blanquer de la voie professionnelle a des impacts négatifs immédiats sur le travail des personnels et élèves de lycée professionnel et ce, dès cette rentrée alors même que seules les classes de seconde bac pro et première CAP sont concernées.

En cause, les nouveaux programmes dans toutes les disciplines générales et les nouveaux dispositifs, notamment la co-intervention et le chef-d'œuvre que le SNUEP-fsu dénonce fortement.

Le CHSCT ministériel du 6 septembre a confirmé les risques psycho-sociaux induits par la réforme Blanquer de la voie professionnelle et s'est prononcé en faveur du retrait de cette réforme.

Dans le contexte dramatique que l'on connaît où les épuisements professionnels sont nombreux, il est temps de donner des réponses concrètes aux attentes de toute une profession. Pourtant, plus de deux mois après ce CHSCT ministériel, le ministre n'a apporté aucune réponse.

Toutes les enquêtes montrent que cette souffrance au travail est particulièrement exacerbée dans les établissements où les collègues dénoncent le manque de soutien de la hiérarchie, voire parfois des situations de tensions et de conflits sans solution. Le dernier rapport de la DEPP fait état d'une augmentation sensible des faits et incidents graves signalés dans les LP et SEP ; Si les familles à PCS défavorisées dans l'académie sont en moyenne de 27%, dans les LP elles sont de 38% et pour trois établissements du sud de notre département, elles dépassent de loin les 50%. Pourtant aucun effort n'est fait en matière de dotation pour ces établissements, le SNUEP-FSU demande qu'une réflexion soit engagée d'urgence sur l'éducation prioritaire pour les LP et SEP. Rappelons encore que les LP et SEP accueille la majeure partie des élèves scolarisés en ULIS.

Enfin, la diminution drastique du nombre de postes aux concours de PLP à la session 2019 voit déjà ses effets sur le terrain : les rares TZR sont en postes dès la rentrée, les viviers de contractuels ne sont pas extensibles et restent une solution à court terme ! Et des élèves restent des semaines sans enseignants. Les conditions de travail en LP

sont une des causes de la perte d'attractivité de notre métier, pour preuve la baisse de près de 20% des inscrit-es au concours CAPLP externe de la session 2020.

L'expression de malaise au travail de la part des collègues est donc corroborée par ces chiffres. Il est temps que le ministère prenne ses responsabilités, reconnaisse la qualité du travail réalisé par les PLP au service des élèves les plus fragiles du second degré, il est inacceptable que la seule réponse apportée soit des réformes déconnectées de la réalité du terrain, sans aucune concertation et contre l'avis de la profession.

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.